

Les Algonquins plaident leur cause devant un tribunal international

Une délégation du Conseil Algonquin, représentant plus de 3,500 autochtones du Nord-Ouest québécois s'est récem-

Le dollar canadien illustre bien la dépossession des Algonquins

Brandissant un billet d'un dollar canadien devant les membres du Tribunal Russell et des centaines de leaders Indiens d'Amérique du Sud et du Nord, le vice-président du Conseil Algonquin, Gordon Polson, s'est écrié: "Le dessin qui apparaît à l'endos de ce billet illustre bien l'histoire de la dépossession de notre territoire et de nos ressources depuis plus d'un siècle."

"Vous voyez, à l'arrière du Parlement, la rivière Outaouais sur laquelle flotte des milliers de billots coupés sur notre territoire traditionnel, en Abitibi-Témiscamingue."

Ce parlement est le symbole d'un pouvoir colonial qui passe des lois qui ont pour effet de nous déposséder de notre territoire, de ses ressources et de notre héritage culturel et spirituel, a ajouté M. Polson.

Pour sa part, un autre membre de la délégation Algonquine, Monique Sioui, a éclairé le Tribunal sur les problèmes posés par la Loi sur les Indiens, particulièrement en ce qui touche les femmes autochtones. Ces dernières perdent leur statut d'Indienne, a expliqué Mlle Sioui, lorsqu'elles se marient à des non-Indiens. Après avoir décrit la façon dont les nouveaux arrivants Européens avaient travaillé à diviser les peuples Indiens d'Amérique, Mlle Sioui a souligné les efforts déployés par la nouvelle génération d'autochtones afin de réaliser l'unité de leur peuple.

A la même occasion, Solomon Wawatie, président du Conseil des Jeunes Algonquins, a réaffirmé, dans un plaidoyer émouvant, l'engagement des jeunes Algonquins à sauvegarder leur patrimoine et leur héritage culturel.

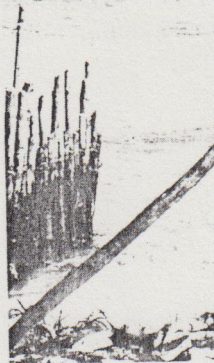
ment rendue à Rotterdam, en Hollande, afin de prendre part aux audiences du Tribunal international Russell sur les droits des Indiens.

"Nous sommes ici pour réaffirmer nos droits humains les plus fondamentaux," a déclaré Richard Kistabish, chef du Conseil Algonquin. "Nous sommes ici pour rappeler au peuple canadien et à son gouvernement que nous n'avons jamais cédé, vendu ou abandonné notre territoire traditionnel," a-t-il ajouté.

La délégation du Conseil Algonquin a remis aux membres du jury du Tribunal Russell un volumineux rapport faisant état des conditions de santé dans les communautés Algonquines du Québec, et a rendu publique la décision du peuple Algonquin de prendre en charge les services de santé sur son territoire, comprenant les villages de Pikogan, Lac Simon, Winneway, Notre-Dame-du-Nord, Kipawa, Grand Lac Victoria et Wolf Lake.

Tous les membres du jury ont officiellement appuyé l'ensemble des recommandations formulées par les Algonquins dans le but d'améliorer les conditions de santé au sein de leurs communautés. De nombreux organismes représentant les Indiens d'Amérique du Sud, d'Amérique Centrale des Etats-Unis et du Canada ont également appuyé les recommandations de la délégation Algonquine.

FOURTH RU



Le tribunal Russell sur les droits des Indiens a réuni de nombreux

